

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 203 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 3030

Budget, dette, inflation Les grands patrons seuls profiteurs



Armement : une aide... aux marchands de mort

Page 6

À Mayotte, Édouard Philippe dans les pas de Le Pen

Page 7

Sainte-Suzanne : Aggravation des conditions de travail des ATSEM et surveillantes dans les écoles maternelles

Page 11

Dettes, budget, inflation : les travailleurs paient, les capitalistes encaissent

Avec la rentrée et la préparation du budget, le chantage à la dette repart. Si le gouvernement renonce à doubler les franchises médicales, il envisage de geler tout ou partie des pensions de retraite. Les retraités qui touchent plus de 2000 euros seraient trop riches !

Alors que les prix s'emballent – des fruits et légumes au gaz et à l'électricité en passant par le carburant –, les travailleurs retraités, actifs ou au chômage devront se serrer un peu plus la ceinture.

On leur demande de payer une dette dont ils n'ont jamais profité, tout en les accusant d'en être à l'origine. Pour les ministres, l'État est trop endetté, il y a trop de déficits publics car les travailleurs ne travaillent jamais assez, les malades se soignent trop, les retraités sont trop bien lotis et les chômeurs trop indemnisés.

Pour faire des économies, il n'est jamais question de réduire le budget de l'armée, d'annuler les commandes de Rafale ou de toucher aux 270 milliards d'argent public versés aux capitalistes privés, autant de dépenses qui creusent la dette. Et pour remplir les caisses de l'État, il n'est jamais question de toucher aux dividendes des actionnaires et aux profits des capitalistes, si indécents soient-ils.

Oh, bien sûr, avec la campagne pour l'élection présidentielle et parce qu'il n'y a pas de majorité à l'Assemblée, le gouvernement retient ses coups. Mais, de Glucksmann à Retailleau, la plupart de ceux qui aspirent à remplacer Macron annoncent ouvertement toujours plus de sang et de larmes pour les classes populaires.

Quant à ceux qui font quelques promesses aux travailleurs, ils obéiront quand le patronat leur dira que ce n'est pas possible. Car le Medef a son propre programme et, quel que soit le prochain président de la République, il aura le dernier mot.

Rallonger le temps de travail en supprimant des jours fériés ou en monétisant la 5e semaine de congés ; repousser jusqu'à 65 ou 67 ans l'âge de départ à la retraite ; supprimer 1,5 million de postes de fonctionnaire, c'est-à-dire d'agents territoriaux, de pompiers, d'enseignants, d'hospitaliers... ; réduire de 100 milliards d'euros le budget de l'État ; réduire toujours plus les impôts et les cotisations des entreprises... voilà quelques-unes des mesures réclamées par le Medef.

En réalité, le patronat n'a pas attendu les élections pour imposer sa loi. Dans les usines, les chantiers ou les services, les salaires sont gelés, les heures supplémentaires sont imposées, les effectifs sont insuffisants, tandis que les conditions de travail sont de pire en pire. Combien de travailleurs sont encore à l'usine à 65 ans car ils n'ont pas toutes leurs annuités ? Combien ont travaillé cet été sous 40 °C sans pause supplémentaire ? Combien n'osent pas s'arrêter quand ils sont malades ?

Nos vies dépendent bien plus des patrons qui nous exploitent que du prochain locataire de l'Élysée.

Elles dépendent des guerres devenues permanentes en Ukraine, au Moyen-Orient ou en Afrique. Avec la flambée du prix du pétrole, la fermeture de routes commerciales, les changements de rapports de force entre les capitalistes, ces guerres pour contrôler les ressources aggravent le chaos d'un système capitaliste déjà malade.

Elles dépendent de la finance, qui impose sa loi sur le monde. Des milliers de milliards de dollars qui pourraient servir à des besoins utiles, par exemple à lutter contre le réchauffement climatique, sont détournés vers la spéculation.

Sous prétexte que la dette de la France ou des États-Unis est trop grosse, les marchés financiers exigent désormais des taux d'intérêt de 4 ou 5 %. Ces taux alimentent l'inflation, renchérissent les crédits et gavent les banquiers : en six mois, l'État français leur a versé 34,5 milliards d'euros rien que pour les intérêts !

La spéculation financière menace de provoquer des krachs boursiers et l'effondrement général de l'économie. Face à ces menaces, les mesurettettes proposées par les différents candidats, qu'ils proposent de « geler » une petite partie de la dette ou de la réduire en dépouillant telle ou telle fraction des travailleurs, sont dérisoires.

Il n'y a pas de négociations et de compromis possibles avec les financiers et les groupes capitalistes qui exercent leur diktat sur toute la société. Pour les empêcher de nuire, il ne suffira pas de changer de président ou de voter des lois. Il faudra l'intervention massive des travailleurs pour les exproprier sans indemnités ni rachat.

Nathalie Arthaud

Budget : catalogue de menaces

Lorgnant du côté des revers es-suyés par ses prédécesseurs, Lecornu prend les devants pour lancer le budget 2027, annonçant en filigrane de nouvelles attaques contre la population laborieuse.

Présentant la dette de l'État et le déficit budgétaire comme une vérité incontournable, et dont il n'est pas question de discuter l'origine, le Premier ministre entend faire voter un projet de loi de finances et un projet de loi de finances de la Sécurité sociale qui rassureraient les *marchés financiers*, selon leur vocabulaire. Sinon, Lecornu prédit l'apocalypse, sous forme d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt de la dette, d'une croissance en berne et d'une crise économique aggravée.

Il juge donc utile de préparer « *l'opinion* », autrement dit ceux qui vont trinquer. Appuyé par son ministre des Finances, Roland Lescure, Lecornu propose de « *poursuivre le redressement de nos finances publiques* » et promet de ne pas « *sacrifier les investissements qui garantissent notre souveraineté : défense, sécurité, justice, énergie, industrie, recherche, adaptation au changement climatique* ». Merci donc pour les industriels de l'armement, merci pour toutes les déclinaisons de crédits impôt recherche. On aura compris que le rabotage se fera une fois de plus aux dépens de la classe ouvrière.

De plus, la vilaine petite musique des attaques contre les 18 millions

de retraités se fait à nouveau entendre. Ne pas augmenter les retraites de base de ce que l'inflation a volé en 2026 aux retraités permettrait d'économiser environ 3,6 milliards d'euros... selon leurs calculs, et faire participer ceux que ces messieurs appellent des privilégiés, les retraités « aisés » touchant 2 000 euros brut par mois, qui seraient donc doublement volés. Ce bruit de fond ciblant les travailleuses et travailleurs retraités ne fait d'ailleurs pas oublier la vieille rengaine visant à les priver des 10 % d'abattement avant impôt. Tout est bon pour tenter de détourner l'attention des véritables privilégiés, les intouchables milliardaires.

Médicaments : la falaise des profits

Entre 2025 et 2030, les brevets de plus de 400 médicaments devraient arriver à expiration.

Pour l'industrie pharmaceutique, cette expiration est une calamité, baptisée « *falaise des brevets* ». C'est que les médicaments concernés représentent 300 milliards de dollars de ventes annuelles, dont 126 milliards pour les 10 plus importants.

Grâce aux brevets, les trusts pharmaceutiques disposent d'une exclusivité commerciale leur permettant de vendre les médicaments à prix d'or pendant une vingtaine d'années. Ainsi, parmi les brevets qui vont tomber, se trouve celui du Keytruda, un traitement vital contre certains cancers, fabriqué par le laboratoire Merck. C'est le médicament le plus vendu au monde en valeur, pour 32 milliards de dollars. Le brevet tomberait en 2028 et il serait alors concurrencé par un générique ou par un médicament « biosimilaire », au prix bien plus

bas.

L'industrie pharmaceutique essaye de justifier ces brevets et leur prix par l'investissement nécessaire. Mais les profits de ces trusts dépassent de très loin ces investissements. Merck réalise de 2 à 20 milliards de dollars de bénéfices chaque année depuis plusieurs décennies. Les brevets sont en réalité le moyen qui permet à ces entreprises de faire les poches aux patients directement ou indirectement par le biais des systèmes de sécurité sociale ou d'assurance maladie.

Quant à la recherche, elle n'est pas la priorité des grands groupes pharmaceutiques, qui se sont lancés ces derniers mois dans une frénésie de rachats d'entreprises disposant déjà de molécules prometteuses, de technologies ou de traitements en développement. 80 opérations de fusions-acquisitions ont été annoncées dans ce secteur lors des six premiers mois de l'année, pour un montant total de 96 milliards de dollars.

La science a fait des progrès à pas de géant ces dernières décennies. Mais c'est grâce aux scientifiques, aux ingénieurs, aux laborantins, pas aux actionnaires. Dans une société rationnellement organisée, la recherche médicale serait sous le contrôle de la population et les médicaments seraient délivrés gratuitement à ceux qui en ont besoin. Exproprier les trusts pharmaceutiques qui rançonnent la société et les malades est une mesure de salut public.



Franchises médicales : amputations programmées

Après avoir annoncé le doublement du plafond des franchises médicales et participations forfaitaires, la ministre recule... pour mieux amputer le budget santé des travailleurs.

L'augmentation du plafond du reste à charge –non remboursé par les complémentaires– de 100 euros à 200 euros aurait été « *trop brutale* », dit Stéphanie Rist, la ministre de la Santé. L'amputation se fera donc progressivement, à commencer par une augmentation de 40 % dudit plafond, qui passera à 140 euros au 1er octobre, si le projet de décret est adopté.

Au demeurant, l'attaque ne s'arrêtera pas là. Le projet de Stéphanie

Rist et du gouvernement prévoit également la diminution du ticket modérateur sur les soins dentaires et les transports médicaux. Son remboursement par la Sécurité sociale passerait de 60 à 50 %, sur les dispositifs médicaux (de 55 à 50 %), et la prise en charge de certains médicaments déjà peu remboursés baisserait, même s'ils soulagent bien des patients. Ce volet-ci des attaques sur la santé se traduira aussi, si le gouvernement s'obstine, par une hausse des cotisations des complémentaires et mutuelles et, pour les 2,5 millions de personnes qui en sont dépourvues, par un renoncement aux soins. De plus, le plafond de 140 euros serait réévalué tous les ans ou tous les deux ans, ce qui promet de nouvelles

hausse.

La ministre a beau prétendre que les malades ne perdront que quelques euros par mois, l'impact sur la santé des classes populaires est lourd. Combien doivent déjà fréquemment se résoudre à payer des dépassements d'honoraires, peu ou pas pris en charge par les complémentaires, ou à attendre des mois avant d'accéder à un rendez-vous moins coûteux ? Combien doivent se procurer un médicament sans ordonnance, faute de visite à un médecin ?

Faire des économies sur la santé est bien à l'image d'une société où seule compte celle des profits capitalistes.

Retraites : le RN prépare l'après-promesse

Les dirigeants du RN entretiennent un savant flou sur leurs projets en matière de retraites. C'est qu'il leur faut à la fois gagner des voix parmi les travailleurs et rassurer le patronat sur leurs intentions réelles.

Il y a quelques mois, Bardella avait pris ses distances avec les promesses de Le Pen de revenir sur la réforme Macron. « *Le système des retraites aujourd'hui n'est pas soutenable sur le plan économique* », affirmait-il en mai, ajoutant que « *l'âge de départ ne veut rien dire* » et que seul devait compter le nombre d'années cotisées.

Depuis juillet, Le Pen a repris la main. Elle dit vouloir supprimer les 64 ans de la réforme Macron et permettre un départ à taux plein à 60 ans avec 40 annuités pour ceux qui ont commencé à travailler avant 20 ans. Mais pour ceux, très nombreux, qui ont commencé plus tard, l'âge et la durée de cotisation augmenteraient progressivement. Ainsi, avec 42 annuités, quelqu'un ayant commencé à 25 ans devrait travailler jusqu'à 67 ans.

De plus, Le Pen affirme que sa réforme « *part du principe qu'on*

n'est pas assez à travailler en France ». Pour que son financement soit viable, il faudrait que le taux d'activité augmente, que les jeunes entrent plus tôt dans la vie active et que les seniors ne se retrouvent pas au chômage ou en invalidité. Mais ce n'est pas le président de la République qui décide de cela, ce sont les patrons ! Élu, Le Pen ne déciderait pas davantage que les gouvernements précédents quels salariés les entreprises embauchent, gardent ou

licencient.

En fait, Le Pen avance déjà les justifications qui pourraient lui servir, si elle était élue, à expliquer qu'il n'y a plus assez d'argent dans les caisses et qu'il faut finalement travailler davantage. Cette valse-hésitation permet au RN de faire miroiter aujourd'hui la retraite à 60 ans à une partie des travailleurs, tout en donnant des gages au patronat.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

PLACE CARRÉ CATHÉDRALE SAINT-DENIS

SAMEDI 12 SEPTEMBRE de 16H30 à 18H00

SAMEDI 26 SEPTEMBRE de 16H30 à 18H00

Pour nous contacter :

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Les prix augmentent : salaires et pensions doivent suivre

Face à la hausse des prix, ministres, commentateurs et candidats à l'élection présidentielle rivalisent d'imagination, et surtout de promesses fumeuses.

Pour ce qui dépend directement des pouvoirs publics, on annonce au 1er septembre une hausse sur certaines cigarettes et la fin du tiers payant lorsqu'on refuse de prendre un générique plutôt que le médicament prescrit. Et, surtout, une augmentation de 5,6 % du prix du gaz, après celle de 7,4 % du 1er juillet. Les prix des carburants continuent de jouer au yo-yo, mais en montant plus vite et plus souvent qu'ils ne redescendent. Le litre de diesel reste autour de 2,20 euros.

Aucun des prétendants au fauteuil présidentiel ne prétend ignorer l'effondrement du pouvoir d'achat des classes populaires. Chacun y va de sa proposition d'aide ciblée, de taxe ou de suppression de charge pour la muscler un peu.

En plus d'être totalement inefficace, ce type de mesure est un piège

politique tendu aux travailleurs. D'abord parce que, comme le disait si justement un certain Macron, il n'y a pas d'argent magique, toute aide doit être financée. Or aucun dirigeant politique ne demande au grand patronat de passer à la caisse. Pas question non plus de réduire les budgets militaires. Donc, le peu qu'on alloue aux travailleurs sous forme d'une aide au logement, au chauffage, au déplacement ou autre, ils le payent, et plutôt deux fois qu'une, en fermetures de classes, de maternité, de services sociaux, etc.

Enfin et surtout, ces mesures et ces discours masquent volontairement le fait que le pouvoir d'achat des gens modestes, c'est-à-dire des travailleurs actifs, sans emploi ou retraités, dépend du niveau des salaires, lequel dépend, en définitive, du rapport de force entre la classe travailleuse et la classe exploiteuse.

La revendication d'une augmentation générale, conséquente et immédiate des salaires et des pensions et de leur indexation sur les prix est



donc une double nécessité pour les travailleurs. C'est à la fois la seule voie pour défendre réellement leur niveau de vie et c'est en même temps une revendication politique, l'affirmation d'être une classe qui se bat pour l'intérêt général contre les intérêts particuliers d'une poignée d'industriels et de financiers.

IA : spéculation et anarchie

Mi-août, Nvidia et ChatGPT se sont mis d'accord pour financer la construction du plus grand centre de données au monde. Ce centre est en cours de construction aux États-Unis dans l'Ohio.

Nvidia a mis sur la table une garantie de 105 milliards de dollars, tandis que ChatGPT s'est engagé à le louer pendant vingt ans. Il abritera plus de 1,5 million de puces, bien évidemment fournies par Nvidia. Pour les alimenter, il faudra construire une centrale électrique dont la puissance sera équivalente à ce que consomment six millions de foyers américains !

Avec la bulle spéculative de l'IA, des capitalistes de tout horizon trouvent facilement des fonds pour construire des centres de données un peu partout sur la planète. Leur objectif est d'en louer l'accès aux entreprises du secteur au meilleur prix,

si toutefois la bulle ne finit pas par exploser. En attendant, peu leur importent les conséquences pour les populations locales ou pour le climat. En France, l'implantation des data centers a été facilitée par la récente loi de « simplification de la vie économique ». Plus de 500 data centers devraient être en service d'ici 2030, pour 69 milliards d'euros d'investissements. Leur consommation électrique pourrait atteindre 40 TWh, soit la consommation électrique annuelle moyenne d'environ neuf millions de ménages, l'équivalent de la production de cinq à six réacteurs nucléaires.

Dans les pays pauvres, la course aux data centers est encore plus choquante. En Afrique subsaharienne, 600 millions de personnes habitent dans des bidonvilles et n'ont qu'un accès limité ou épisodique à l'électricité et à l'eau, mais des entreprises trouvent des milliards pour

y construire des centres de données et faire fonctionner leurs millions de puces en volant eau et électricité aux plus pauvres.

L'intelligence artificielle est sans aucun doute un immense progrès technique. Mais la priorité de la classe capitaliste, c'est le profit, quitte à assoiffer les pauvres, à les priver d'électricité, et à faire chauffer un peu plus la planète.



Armement : une aide... aux marchands de mort

Samedi dernier, Macron a annoncé qu'il allait livrer des missiles à l'Ukraine. Il venait de réaliser « un coup », prenant de vitesse ses alliés avant la nouvelle réunion de la Coalition des volontaires pour l'Ukraine. Ils se targuent tous de la soutenir mais Paris a été le plus rapide à sortir le carnet de commandes.

Officiellement, ces pays disent vouloir aider l'Ukraine à se protéger des raids meurtriers de drones et missiles russes. Mais cette effroyable réalité, la France s'en sert, comme ses comparses, pour offrir toujours plus de commandes à ses industriels de la mort. Et s'il leur faut un prétexte, eh bien, aider l'Ukraine peut fournir une couverture de moralité à ceux qui poussent aux carnages pour pousser leurs profits.

En matière de course, drapée

d'hypocrisie d'État, à qui sera le meilleur vendeur d'engins de mort, la concurrence est féroce avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et autres, mais la France réussit à se hisser sur le podium.

Un rapport récent du Parlement sur les exportations d'armes en 2025 s'en félicite. La France conserve sa deuxième place mondiale, avec 21,2 milliards d'euros d'armes vendues à l'étranger, loin, il est vrai, derrière les États-Unis, avec 283 milliards d'euros.

Les industries françaises d'armement, avec l'État comme VRP, profitent à plein de l'explosion mondiale des budgets militaires. Et, alors que nombreux pays de la planète sont en guerre, les occasions se multiplient de placer des Rafale à l'Inde, des sous-marins à l'Indonésie, un navire de guerre à la Grèce,

des hélicoptères de combat au Maroc...

Tout cela s'ajoute aux commandes militaires croissantes de l'État français, qui n'a rien à refuser aux Dassault, Thales, Naval Group, MDBA, KNDS (ex-Nexter), etc.

Leurs profits valent bien tous les mensonges de nos gouvernants sur la prétendue aide à se défendre qu'ils apportent à de petits pays, dont les populations paient au prix fort ce soutien mortel. D'abord, comme chair à canon des guerres dans lesquelles les entraînent leurs gouvernants, et les nôtres. Et même sans cela, par les sommes colossales qu'ils leur extorquent, pour les remercier d'avoir aidé malgré eux les Dassault et compagnie à s'engraisser.

MBS à Paris : gros contrats entre criminels

La visite à Paris du prince héritier de l'Arabie saoudite, Mohammed ben Salman (MBS), a été marquée par l'annonce d'un projet d'investissement à plusieurs milliards d'euros dans un nouveau parc d'attractions, sur le thème du manga *Dragon Ball*.

Cette annonce spectaculaire a éclipsé bien d'autres contrats entre l'Arabie saoudite et divers capitalistes français. Que MBS soit à la tête d'une dictature aussi féroce que moyenâgeuse, qui fait disparaître ses opposants, écrase toute contestation, dénie quasiment tous droits aux femmes et exploite des millions de travailleurs immigrés, ne pose bien sûr aucun problème au « démocrate » Macron, agent de l'impérialisme français.

L'argent n'a pas d'odeur et les patrons de CMA-CGM, Alstom, Dassault, Thales, qui ont bâti leur prospérité avec le sang et la sueur d'exploités de divers continents, en savent quelque chose. Forts du soutien sans faille de l'État français, ces

capitalistes tricolores ont ainsi confirmé divers contrats. Pour un demi-milliard d'euros chacun, CMA-CGM construira et exploitera un nouveau terminal portuaire à Djedda – sur la mer Rouge et donc en dehors du détroit d'Ormuz – tandis qu'Alstom fournira des rames pour le métro de Ryad. Pour diversifier sa défense, l'Arabie saoudite achète, entre autres, des Rafale, des missiles et des systèmes de défense.

Quant au projet de parc d'attractions, il n'est pas moins révoltant que les contrats précédents. Tous les commentateurs ont applaudi MBS parce qu'il promet d'investir six mil-

liards d'euros dans un projet censé créer plus de 20 000 emplois. Mais combien de milliards l'État français va-t-il rajouter au pot pour construire des infrastructures, routes, métros ou RER, réseau d'eau ? Mais le plus choquant est ailleurs : des capitalistes privés peuvent décider de consacrer six milliards d'euros à construire un nouveau parc d'attractions quand des millions de gens souffrent dans des bouilloires thermiques, que des services hospitaliers ou des écoles n'ont pas de climatiseurs et que des familles entières dorment à la rue.



À Mayotte, Édouard Philippe dans les pas de Le Pen

Édouard Philippe, ex premier ministre de Macron et candidat déclaré à la présidentielle de 2027, s'est rendu à Mayotte pour lancer sa campagne.

Dans cette île ravagée par le cyclone Chido, mais aussi délaissée depuis des décennies par l'État français et les gouvernements successifs, celui qui pendant les trois années où il a régné à Matignon s'est révélé incapable de régler les problèmes essentiels du logement, du manque de classes et de l'eau potable pour la majorité de la population, a délibérément choisi de désigner la partie la plus pauvre de la population de ce territoire, les immigrés, à la vindicte populaire.

Devant les maires, députés et sénateurs mahorais, il a déclaré vouloir « fermer les vannes de l'immigration » et de « faire rentrer chez eux ceux qui n'ont rien à faire à Mayotte et

qui sont dans l'illégalité » ajoutant que « C'était le préalable à toute autre action. École, santé ou économie devront, selon lui, attendre que la pression migratoire soit maîtrisée ».

Une façon toute trouvée d'exonérer la France de sa responsabilité évidente dans le sous développement du territoire et d'imposer encore à la population pauvre de Mayotte des années d'attente avant de pouvoir être logée décemment, de voir ses enfants étudier dans des classes non surchargées, protégées du soleil et de la pluie, de pouvoir boire une eau potable et disponible dans tous les quartiers.

Non la priorité d'Édouard Philippe est ailleurs, c'est, comme il l'a dit quelques jours plus tard devant un parterre de patrons réunionnais, « renforcer notre présence militaire dans un monde dont le centre de gravité a basculé vers l'océan Indien

et La Réunion ».

Entre répondre aux besoins vitaux des populations des DOM et dépenser des milliards à montrer ses muscles face à l'Inde ou à la Chine, la priorité de ce candidat à l'Élysée, comme celle de tous ses concurrents, choisit la deuxième option

Le colonialisme français, entre autres, n'est pas mort. L'union des travailleurs de l'océan Indien pourra seule y mettre un terme.



À droite : surenchère antimigrants

Les concurrents politiques directs de Philippe ont aussitôt embrayé sur le même terrain : Attal, qui s'est récemment signalé par des propos répugnants sur les gens du voyage, a rappelé sa politique de quotas d'immigrés, par profession et par région ; les soutiens de Retailleau ont vu dans les propos de Philippe une promesse de rapprochement politique ; Le Pen a salué le ralliement du candidat aux propositions du RN ; Lecornu a annoncé un prochain déplacement à Mayotte, sans doute pour participer comme les autres à ce concours d'insanités xénophobes.

L'État français et ses représen-

tants politiques, y compris à gauche, tiennent à Mayotte pour des raisons stratégiques, militaires et économiques. Dans l'océan de misère de l'Afrique, Mayotte représente un espoir d'une vie meilleure, voire d'une vie tout court. Dans ces conditions, aucune mesure, aussi brutale soit-elle, n'empêchera jamais une jeunesse courageuse de tenter sa chance, à Mayotte ou ailleurs.

Philippe et les autres le savent, évidemment, mais leurs discours ont un but politique, au-delà même de leur concurrence. Ils dressent la fraction française de la population contre sa fraction immigrée, ceux qui ont

des papiers contre les illégaux, les pauvres contre les encore plus pauvres. Ils sont prêts à provoquer une guerre entre opprimés afin que leur ordre et la présence française à Mayotte demeurent. La guerre qu'ils annoncent contre les migrants dans l'océan Indien, tous leurs discours le montrent, ils la préparent également en Europe et pour les mêmes raisons : affaiblir le camp des travailleurs en le divisant ; protéger ainsi les intérêts et le pouvoir des puissants.

L'extrême-droite réunionnaise indignée d'être copiée par la droite !

Les déclarations xénophobes du sieur Édouard Philippe ne sont pas passées inaperçues dans les rangs du Rassemblement national de La Réunion.

Jean-Jacques Morel, le délégué départemental du RN 974, a accusé

l'ancien Premier ministre de reprendre la proposition d'immigration zéro à Mayotte, déjà portée par Marine Le Pen lors de la présidentielle de 2022.

Y a de la concurrence dans les porteurs de propos racistes et nau-

séabonds !

Ce poison vise à diviser les travailleurs et à affaiblir la riposte indispensable face aux attaques patronales et à l'incurie des gouvernements !

Mélenchon : qui imposera les promesses ?

Alors que l'immense majorité des candidats à la présidentielle promettent du sang et des larmes sous prétexte de « *redresser la France* », Jean-Luc Mélenchon affirme qu'il va taxer les riches, supprimer une partie de la dette de l'État et mettre en place une planification écologique.

Mélenchon a réaffirmé lors des journées d'été de son mouvement qu'il voulait faire payer « *un impôt aux dizaines de milliers de grandes fortunes* », qu'il entendait « *taxer les superprofits* » et qu'il voulait « *mettre au congélateur les dettes des États* ». Mathilde Panot, la cheffe des députés LFI, a confirmé qu'il fallait « *interdire les milliardaires* » en augmentant les taxes et les impôts sur les grandes fortunes et les hauts patrimoines.

Les mots utilisés sonnent radicaux. Ils semblent vouloir s'en prendre aux profits éhontés accu-

mulés par les grands groupes capitalistes et aux dizaines de milliards d'euros que les banques pompent chaque année en tant qu'intérêts de la dette. Sauf que impôt sur les grandes fortunes, taxe de type Zucman, augmentation du nombre de tranches d'impôts... tout cela existe depuis des décennies dans divers pays sans que cela empêche les banquiers de dormir et les fortunes de s'accroître.

Mais la plus grande tromperie est ailleurs : Mélenchon et ses amis font comme s'il leur suffisait d'arriver au pouvoir et de promulguer des lois ou des mesures fiscales pour arracher leur pouvoir de nuisance aux capitalistes et aux banquiers. Or, même si les lois qu'ils proposent étaient durcies ou appliquées de façon rigoureuse, qui empêchera la fraude ou l'exil fiscal ? Toute la haute administration de l'État est constituée de défenseurs des intérêts de la bourgeoisie. Sans l'interven-

tion, le contrôle, la mobilisation des employés du rang des ministères, et celle des salariés, employés, comptables des groupes capitalistes, les riches et les actionnaires échappent aux mesures énoncées. Or Mélenchon ne veut pas d'une intervention directe des travailleurs et de la population, il l'a plusieurs fois formulé.

C'est encore plus évident pour la dette dont il propose de geler les 18% détenus par la Banque centrale européenne. Une telle mesure épargne en fait entièrement les détenteurs privés de la dette et les spéculateurs. La seule fois où la dette d'un État a été réellement annulée, sans indemniser les créanciers, c'est quand les ouvriers et les paysans ont renversé l'État tsariste en Russie en 1917, puis ont exproprié l'ensemble des possédants. Pour annuler la dette, il faut une véritable révolution et pas « *une révolution citoyenne dans les urnes* ».

Relance d'un projet de train par la Région : au profit de qui ?

La Région a décidé de relancer le projet de construction d'une voie ferrée autour de l'île. Elle a fait réaliser un sondage auprès de plusieurs milliers de Réunionnais l'an passé indiquant que 70 % d'entre eux sont favorables au retour du train.

Rien d'étonnant dans un territoire isolé, de seulement 2500 km², mais peuplé de 900 000 habitants et où trafiquent quotidiennement 500 000 véhicules, dont une immense proportion de voitures individuelles.

L'absence d'un réseau de transports en commun adaptés aux besoins de la population explique ce recours des habitants aux solutions individuelles avec les conséquences qui en découlent : embouteillages interminables dans et aux abords des villes côtières, des millions d'heures perdues pour ne parcourir,

chaque jour, que quelques dizaines de kilomètres.

16 années après l'abandon par le président de droite du conseil régional Didier Robert du projet de tram-train de son prédécesseur, Paul Vergès, la nouvelle équipe de gauche à la tête de cette collectivité locale a décidé de relancer ce chantier.

Elle annonce la livraison des premiers tronçons du futur train, dans le meilleur des cas, en 2035 et la totalité du réseau en 2050. D'ici là de combien de milliers de nouveaux véhicules le parc automobile réunionnais se sera-t-il enrichi rendant encore plus insupportables les déplacements dans l'île ?

La rationalité de l'économie au profit de la population ce n'est pas dans l'ADN des élus, des grands commerçants et des patrons de La Réunion qui n'ont eu de cesse depuis le début des années 1960 de tout subordonner à la voiture et

d'empocher ainsi des centaines de millions au détriment de la population laborieuse ?

Aujourd'hui face à la calamité du coma circulatoire le nouveau projet ferroviaire fait bonne figure. Mais avant même de peut-être améliorer les conditions de circulation des habitants c'est un pactole de 5 ou 6 milliards d'euros qui va enrichir à coup sûr les capitalistes retenus pour réaliser ce nouvel ouvrage !

Et rien ne dit que ça en reste là car le budget initial de la Nouvelle Route du Littoral, par exemple, est passé de 1,6 milliard d'euros à 2,5 milliards...

Encore du gâchis en perspective ! Les travailleurs qui font tout fonctionner dans la société devront donner le coup d'arrêt à la gabegie capitaliste. Ils devront mettre en place ce qui est socialement et économiquement utile à la population.

Un exemple de ce que génère pour les travailleurs l'absence d'un réseau fiable de transports en commun

Lors de la première réunion d'information publique tenue mercredi 19 août à Saint-Denis portant sur le nouveau projet de train dénommé « Réunion Express » plusieurs interventions sont venues de l'assistance.

Parmi elles, l'une a été faite par un jeune travailleur, salarié dans une entreprise située dans les Hauts de

l'Ouest et qui a relaté ses mésaventures survenues lors de ses fins de service.

Il a raconté comment, certains soirs, finissant son travail entre 23 heures et minuit, et ne disposant pas de véhicule personnel, il n'avait d'autre choix pour regagner son domicile que d'effectuer son trajet re-

tour qu'à pied, au prix d'une marche de nuit de plusieurs kilomètres !

Voilà ce que doivent endurer de nombreux salariés dans ce monde dirigé par la classe bourgeoise qui n'a que faire du sort des travailleurs.

Cette société ne nous « transporte » pas, elle nous fait suer ! Vivement qu'on s'en débarrasse !

Universités : de plus en plus chères

Le gouvernement a demandé à une poignée de hauts fonctionnaires de trouver des solutions au déficit des universités. Cela n'a pas raté : ils ont proposé de faire payer les étudiants.

Des « assises de l'université » ont émis l'hypothèse révoltante de multiplier par cinq les frais d'inscription, les faisant passer de 178 euros à 900 euros en licence et à 1 300 en master.

Si les finances des universités vont mal, c'est avant tout la responsabilité des gouvernements. Rien qu'entre 2010 et 2022, le nombre d'étudiants en première année a été multiplié par trois, et par deux sur les trois années de licence, mais rien ne suit. Le nombre d'enseignants titulaires n'a pas augmenté et les professeurs contractuels sont moins bien payés. Dans un grand nombre d'universités, les bâtiments vétustes ne sont pas entretenus et les étudiants s'entassent dans des amphi-

théâtres mal chauffés et inadaptés.

Les universités ont été pensées à une époque où seule une petite minorité accédait aux études supérieures et aucun gouvernement n'a jamais voulu mettre les moyens indispensables pour que tous ceux qui le souhaitent puissent poursuivre leurs études.

La solution préconisée est donc tout sauf une surprise : faire payer les étudiants et leur famille quitte à en pousser certains à s'endetter comme aux États-Unis. Nombre de familles populaires n'ont pas les moyens de mettre chaque année plus de mille euros pour envoyer leur enfant à l'université. Les étudiants de milieu populaire qui travaillent déjà pour pouvoir se nourrir pendant leurs études devront se serrer encore plus la ceinture pour payer leur inscription.

L'un des responsables de ce rapport, un ancien président d'université, Gilles Roussel, prétend que ces nouveaux frais d'inscription sont

« modiques ». Et il ose ajouter : « Il nous semble que 900 euros et 1 300 euros sont par nature des montants modérés, dans la mesure où ils sont bien en deçà des droits payés par les étudiants extracommunautaires – qui ont eux-mêmes été considérés comme modérés. »

En effet, le gouvernement a déjà imposé aux universités d'appliquer de manière ferme les frais d'inscription pour les étudiants étrangers non européens. Jusqu'à présent, de nombreuses universités les exonéraient de ces frais, ne se résolvant pas à appliquer une mesure de discrimination prônée par l'extrême droite. Les étudiants étrangers devraient désormais payer 2 850 euros l'année pour une licence, et pour un master, 3 879 euros.

C'est toute une leçon : quand le gouvernement s'attaque aux étudiants étrangers, les autres finissent forcément par devoir payer aussi.

Les étudiants des pays pauvres de la zone particulièrement visés

L'université de La Réunion accueille chaque année des centaines d'étudiants de la zone océan Indien : Malgaches, Comoriens, Mauriciens,...

Nombre d'entre eux sont issus de familles aux revenus modestes qui se saignent déjà aux quatre veines pour permettre à leurs enfants de poursuivre des études et d'acquérir des connaissances inaccessibles dans leurs territoires d'origine.

L'augmentation exorbitante des droits d'inscription dans les universités françaises ainsi que la suppression des Aides Personnalisées au Logement pour les étudiants extracommunautaires auront pour conséquence certaine d'amener bon nombre d'entre eux à renoncer à ces études. Ce mauvais coup est doublé d'un second, celui de priver les pays les moins développés de nationaux capables de moderniser leurs socié-

tés et de leur permettre de profiter elles aussi des progrès de la science.

C'est une façon pour la bourgeoisie française de continuer à maintenir ces pays et leurs populations dans sa dépendance.

Il faut obliger Macron et son gouvernement à aller chercher ses économies ailleurs... dans les poches de la bourgeoisie française !

Nomination d'un chef de la police extérieur au territoire : Derrière la défense de l'emploi local, la défense des forces de répression

La nomination d'un commissaire divisionnaire venu de l'Hexagone au poste de directeur territorial adjoint de la Police nationale à La Réunion a fait éternuer et s'indigner politiques d'extrême droite, de droite et de gauche, jusqu'au secrétaire général de la CGTR.

Tous ont peu ou prou mis en avant la discrimination dont auraient été victimes les deux candidats

réunionnais non retenus sur le poste libre et dont la valeur égalaient bien selon eux celle du candidat extérieur.

Et revoilà la « priorité régionale » cette fois appliquée aux responsables du bâton du « maintien de l'ordre » ! Un ordre qui est celui du patronat et de l'État au service de la bourgeoisie.

Les forces de répression feraient-elles preuve de davantage de solida-

rité avec les travailleurs en grève ou les jeunes révoltés par les injustices de la société parce qu'elles seraient réunionnaises ? Poser la question c'est y répondre bien sûr.

Les travailleurs doivent garder la conscience de cette réalité brutale. Ceux qui veulent l'effacer au profit d'une pseudo solidarité réunionnaise jouent contre les intérêts présents et à venir du monde du travail.

Mairie de Sainte-Suzanne : Silence dans les rangs de la majorité !

Sarah Assama, la première adjointe du nouveau maire de Sainte-Suzanne, a été écartée de son poste lors du dernier conseil municipal tenu le mercredi 19 août.

La promesse d'une nouvelle fa-

çon de faire de la politique a donc été jetée aux oubliettes par le dirigeant de Croire et Oser et son groupe majoritaire.

Les dissidents sont sommés de taire leurs critiques, sinon c'est la

porte.

Bel exemple d'esprit démocratique ! Ça promet pour la suite...

La politique opportuniste de Croire et Oser

Lors du premier conseil municipal de Sainte-Suzanne tenu juste après son élection, le nouveau maire, Alexandre Laï-Kane-Cheong, dit « Alek », s'était fait voter une augmentation de 15 % de ses indemnités tournant délibérément le dos à ce qu'il avait déclaré l'année d'avant devant ses militants à l'occasion du lancement de sa candidature le 22 novembre 2025 à Quartier Français.

Il y avait en effet déclaré : « Si nous décidons de réengager à nouveau, nous n'avons pas la gloire pour gagner, nous n'avons pas l'argent pour gagner, nous n'avons pas le fauteuil de maire que l'on a pris en otage en

ce moment pour gagner; la seule chose que nous ne pouvons pas gagner c'est de rebâtir l'identité et la dignité de 25.000 mounes sur ce territoire ».

5 mois après ce vote, « Alek » renonce à cette augmentation suite au tollé que cette décision a provoqué parmi ses électeurs et dans la population du territoire.

Voilà cependant une façon bien hypocrite de faire taire les critiques et donner raison finalement à sa première adjointe sanctionnée par la privation de son poste de première adjointe pour avoir critiqué cette décision trop tôt !



Alexandre Laï-Kane-Cheong

Fillette oubliée dans un bus : des travailleurs sanctionnés

Vendredi 21 août, une fillette âgée de 3 ans a été oubliée à bord d'un bus desservant l'école Denise Salaï à Saint-Benoît. C'est le chauffeur du bus qui s'en est rendu compte en ramenant son véhicule au dépôt.

La réaction de la CIREST ne s'est pas faite attendre : les deux

accompagnatrices ont été suspendues à titre conservatoire et immédiatement retirées du service des transports scolaires et elles vont faire l'objet d'une procédure disciplinaire. De même, le patron de la compagnie de transport STOI a pris des mesures de sanction contre le chauffeur.

Devant la légitime émotion, voire

colère, qu'un tel événement peut soulever ce sont les travailleurs qui sont jetés en pâture ! Et cela avant même l'examen des procédures de contrôle visiblement inadéquates dont sont responsables les donneurs d'ordre.

Ils vont prétendre être responsables mais pas coupables, c'est ça ?

DANS LES ENTREPRISES

Sainte-Suzanne : Aggravation des conditions de travail des ATSEM et surveillantes dans les écoles maternelles

Quelques jours avant la rentrée scolaire, les travailleuses des écoles primaires ont été sommées par la direction des écoles de la commune de signer, sans avoir pu avoir le temps de les lire, leurs nouvelles fiches de postes.

Elles se retrouvent aujourd'hui à faire le travail de plusieurs, y compris pour les plus anciennes et les plus affaiblies physiquement. Quelques unes d'entre elles ont d'ores et déjà réagi en démissionnant tant leurs nouvelles conditions leur semblent insupportables.

Petit inventaire des tâches à remplir par ces travailleuses :

7 heures : accompagnement des élèves dans les bus

8 heures : nettoyage des toilettes

et des classes

10 heures : mise en place des plateaux repas

13 heures : grand nettoyage des salles de restauration et accompagnement des élèves pendant la pause méridienne

15 heures 45 : accompagnement des élèves dans les bus pour le retour.

Cette accumulation de tâches contribue non seulement à mettre la santé de ces travailleuses en danger, mais aussi la sécurité des enfants dont elles ont la charge. Comment en effet surveiller la descente d'un bus avec cinquante marmailles quand on est seule ?

Voilà comment se décline au quotidien les conséquences de la politique de suppression d'emplois

menée par Macron et son gouvernement dans les écoles et répercutée sans rechigner par les maires de La Réunion.

Une politique menée consciemment contre les travailleurs et qui mériterait une réponse ferme et collective de leur part !



DANS LE MONDE

RUSSIE

Après l'élection, la mobilisation ?

En Russie, il se pourrait qu'une fois passé le scrutin législatif des 18-20 septembre, le Kremlin lance une nouvelle mobilisation. Il lui faudrait au bas mot 300 000 soldats supplémentaires.

Le président russe a réclamé « l'unité absolue entre le front et l'arrière ». Tout le monde doit comprendre, par exemple, que réclamer une amélioration de ses conditions de salaire ou de travail – travailler 12 heures, six jours sur sept, n'a rien de rare en usine – porte atteinte aux intérêts supérieurs de la patrie. Poutine vise là ceux, de plus en plus nombreux, qui savent ce que la « victoire en Ukraine », promise au congrès, coûte en sacrifices matériels et humains. Au front, mais aus-

si à l'arrière, où l'on voit chaque jour des entrepôts, des raffineries, des usines, frappés par des drones ukrainiens, s'effondrer en flammes sur ceux qui y travaillent ou qui vivent à proximité.

Medvedev, en tant que vice-président du Conseil de sécurité, a vitupéré « tous les lâches » et les « ennemis de la société » qui, pour échapper à la mobilisation « partielle » de septembre 2022, ont fui à l'étranger. À l'époque, cela rendait le pays « plus fort et plus propre », disait-il. Aujourd'hui, il réclame qu'on traite ces « déserteurs » en « ennemis publics », qu'on confisque leurs biens et qu'on leur interdise de revenir en Russie.

S'il enrage contre le million de Russes, souvent des jeunes diplômés,

qui ont alors quitté le pays, il menace surtout clairement ceux qui voudraient les imiter, par crainte que la mobilisation devienne réalité après les législatives.

Qu'il y ait de nouveaux départs à l'étranger ne ferait certes pas les affaires de Poutine et de ses généraux, toujours en mal de chair à canon. Mais il n'en reste pas moins que c'est sur place que les classes populaires, en Russie comme en Ukraine, auraient la force, les moyens de mettre fin à une guerre fratricide dont elles ne voulaient pas et qu'elles paient de leur sang. Cela, elles ne pourront le faire qu'en se retournant contre leurs propres exploités et en renversant le régime qui les sert.

Vivre et mourir dans une décharge

Au moins trente personnes sont mortes enfouies sous des tonnes d'ordures dans l'effondrement de la grande décharge de Dar-es-Salam à Conakry, la capitale de la Guinée.

Cette décharge avait été installée dans les années quatre-vingt sur une ancienne carrière d'argile et ne devait être qu'une solution provisoire. Conakry comptait alors 500 000 habitants. Il y en a aujourd'hui trois millions et demi, et la décharge n'a cessé de s'élever, devenant d'année en année plus instable. Des familles ont construit au pied du tas d'ordures car, comme dans la plupart des pays d'Afrique, les prix des logements ne permettent pas à beaucoup

de se loger ailleurs que dans des lieux insalubres et dangereux.

Outre les odeurs nauséabondes et les fumées toxiques qui empestent l'atmosphère lorsque le feu est utilisé pour détruire une partie des déchets, la présence de produits explosifs au milieu des ordures fait planer un risque permanent, notamment aux enfants qui fouillent parmi les ordures.

Aujourd'hui, l'État guinéen dit que la décharge devait fermer le jour du drame. On verra ce qu'il en sera. Mais ce qui est certain, c'est que cette catastrophe est aussi significative de la situation dans laquelle l'impérialisme maintient la population d'un pays pauvre comme la Guinée avec la complicité de ses di-

rigeants.

Mettre de l'argent sur la table pour améliorer même un peu le sort des pauvres, ni le gouvernement guinéen ni les puissances impérialistes n'en ont aucunement l'intention. Pourtant, des investissements, et de taille, il y en a eu en Guinée.

Ainsi, pendant que les habitants croupissaient au pied de cette décharge, la plus grande mine de fer du monde était ouverte dans le sud-est du pays par le trust anglo-australien Rio Tinto et des compagnies chinoises, avec la ligne de chemin de fer et le port en eau profonde associés afin d'évacuer le minerai. Un projet à 20 milliards de dollars.

HAÏTI

La loi des gangs

Les gangs armés qui ensanglantent Haïti et terrorisent la population ont ravagé la commune de Kenscoff dans la nuit du 23 au 24 août, au sud de la capitale Port-au-Prince.

Ils y ont assassiné 47 personnes et en ont enlevé d'autres. Une partie des habitants s'est enfuie pour échapper à cet enfer. Ces gangs s'affublant de divers noms, Chien méchant, Talibans, Terre noire, cherchent à s'assurer le contrôle des quartiers et s'affrontent en permanence pour y parvenir. La population pauvre le paye de son sang. En avril dernier, des affrontements pour le contrôle d'un poste de péage dans la Plaine Cul-de-sac ont fait plus d'une centaine de morts et des dizaines de maisons ont été incendiées. Un mois plus tard, des dizaines de personnes étaient tuées à Cité soleil, des femmes gardées en otage et violées. Quand ils ne tuent pas, ces gangs exigent des péages sur les nationales, occupent des postes d'électricité

pour taxer les habitants ou se livrent à des kidnappings, en plus de toutes sortes de trafics qu'ils contrôlent.

Le gouvernement haïtien a annoncé qu'il allait envoyer des renforts. Il s'est pourtant avéré depuis longtemps que les nombreux corps de police étaient totalement impuissants face aux gangs, et ne se déchainaient que contre les manifestations ouvrières ou les petites vendeuses. Les hommes au pouvoir tentent juste pour leur part de maintenir la fiction d'un État dit normal pour servir une bourgeoisie guidée seulement par sa soif de richesses. Quant aux grandes puissances, au premier rang desquelles les États-Unis, elles s'accrochent à la situation.

Alors, comme le disent dans leur journal La Voix des travailleurs, nos camarades haïtiens de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI) : « Pour que cela change dans les intérêts des masses exploitées, il faut contrer les gangs et les classes riches qui sont leurs

commanditaires. Il faut que toutes celles et ceux qui se revendiquent de la classe ouvrière et des masses populaires créent un rapport de force qui leur soit favorable. C'est avec cette conscience de classe, de la détermination, de l'organisation que les exploités parviendront à se libérer. »



AFP